

boycott du scrutin, pourtant bâillonnée, avait obtenu un taux d'abstention officiel de près de 60 % - sans compter les biais officieux introduits par la commission électorale, composée uniquement de signataires des accords de Paris.

Ces accords s'étaient négociés à l'hôtel Concorde Lafayette, entre une cinquantaine de cadres et chefs de partis désignés par Bongo. « Choyé » par le clan franco-gabonais, cet aréopage convint gaîment d'un nouveau partage du gâteau. Mais sa concorde parisienne resta très étrangère à la majorité de la population, qui vit de plus en plus mal la dégradation - économique, sociale et politique (comme au Cameroun, il est question de rituels sataniques, voire anthropophages) - d'un pays de cocagne.

Les Gabonais l'ont signifié d'abord dans les urnes. Lors de l'élection présidentielle de 1993, supervisée par les « coopérants électoraux » du réseau Pasqua, Bongo ne fut pas seulement devancé (cela s'est su) : il aurait été carrément envoyé paître, en quatrième position ! Evincé du second tour, il se proclama vainqueur du premier, avec 51 % des voix... Voilà ce que le ministre Godfrain présente comme une démocratisation modèle ! Pas vraiment séduite, la population pourrait, comme en 1990, s'exprimer moins poliment.

Signalons au passage qu'une fine équipe pasquaïenne offre d'organiser les élections au Zaïre... (*La Lettre du Continent*, 04/01/1996). Selon Charles l'ineffable, les gens attendent des hommes politiques un message d'amour. Certes. Mais lui ne se contente pas de caresser inlassablement l'électorat français dans le sens du poil. En Afrique, avec son réseau d'amis, il ouvre le champ des « caresses » à d'autres objets : les scrutins, le hasard (paris et casinos), les potentats pétroliers...

Lumière noire

La parution de plusieurs rapports sur les fournitures d'armes aux auteurs du génocide rwandais, via un vaste réseau de complicités internationales, a conduit l'ONU à désigner une commission d'enquête de 6 membres. Bien entendu, le Zaïre a multiplié les obstructions au travail de la commission. Il n'est pas le seul.

Les enquêteurs ont écrit à cinq autres pays : la Bulgarie, la Chine, les Seychelles (paradis des trafiquants), l'Afrique du Sud (où le lobby des fabricants d'armes demeure puissant), et la France. Ils ont demandé des réponses précises sur l'origine de certaines livraisons. La commission croule sous les démentis et les non-réponses, y compris du « pays des Lumières ». Le *black out* est si intense que le Secrétaire général de l'ONU a suggéré la dissolution prochaine de la commission (*Herald Tribune*, 01/02/1996). Un encouragement aux armo-trafiquants ?

Faisons un rêve

Fin octobre 1995, le titre du *Dossier noir n° 6 (Jacques Chirac et la Françafrique : Retour à la case Foccart ?)*, gardait encore, prudemment, son point d'interrogation. Le sommet francophone de Cotonou, début novembre, nous amenait à l'ôter : tous les indices dont nous disposions montraient la victoire, par KO, de la ligne Foccart sur la ligne Juppé - qui prônait un peu de « correction » financière et politique dans les relations franco-africaines.

Et si le canard était toujours vivant ? Non la longévité à Matignon d'un Premier ministre passablement « sonné », mais le « complot public » de quelques hauts fonctionnaires, experts et opérateurs de ces relations très spéciales. Il fallait déjà qu'il fut influent pour obtenir d'un Jacques Chirac, fût-ce passagèrement, qu'il laisse mettre à l'agenda le nettoyage du système français...

Rêvons : et si ces comploteurs, esquivant la réaction foccartienne et le regain pasquaïen, poursuivaient désormais souterrainement leur travail de sape - un peu comme Gorbatchev, au début des années 80, rongeaient le Rideau de fer ?

Maçons

Le versant Nord des relations franco-africaines est cultivé par des Français, en nombre assez restreint, opérant à Paris ou en Afrique. Les francs-maçons de diverses obédiences y sont, de longue date, fortement représentés - pour le meilleur (l'émancipation des colonies) ou le pire (les réseaux affairistes).

La franc-maçonnerie a contribué de manière décisive à la diffusion des valeurs républicaines. L'assainissement des relations France-Afrique passe aussi par un travail de conscientisation et de ressourcement dans les loges, voire la mise à l'écart des « maçons alimentaires ». Le Grand Orient et la Grande Loge de France en seraient convaincus, tandis que la GLNF (Grande Loge nationale de France) ferait de la résistance...

Maçon

La maison Bouygues misa fâcheusement sur Balladur contre Chirac. Depuis, elle voit les « affaires » lui péter au nez en chaîne. Les bombes à retardement sont stockées dans les annexes africaines (Gabon, Côte d'Ivoire, Guinée équatoriale,...). L'ex-journaliste de TF1 Patrice Vanoni y allume quelques pétards.

Houphouët-Boigny, mécontent des reportages sur les émeutes à Abidjan, s'était plaint à Francis Bouygues. Ce dernier « a envoyé aussitôt Régis Faucon faire un interview de complaisance de Houphouët. Ce petit cadeau [...] a permis au même moment à la Saur, filiale de Bouygues [...], de décrocher le marché de l'eau sur la totalité du territoire ivoirien.

La chose s'est reproduite avec Omar Bongo, lors des émeutes de Port-Gentil. [...] Régis Faucon a encore été parachuté pour faire une interview surréaliste de Bongo, qu'on faisait passer pour un démocrate alors que sa garde personnelle était en train de "nettoyer" les quartiers insurrectionnels ».

Un magazine de 52 min., hymne à Hassan II, aida de même à décrocher le contrat de l'aéroport d'Agadir (*Le Nouvel Observateur*, 25/01/1996).

Barril

Le capitaine Barril continue de balader à travers le monde son incontrôlabilité (?) explosive. Le richissime cheikh Khalifa (ex-émir du Qatar, déposé par son propre fils) a embauché ce mercenaire de haut vol pour tenter de récupérer son trône. On n'apprécie guère à Paris qu'il joue les boute-feux dans une péninsule arabe où la France convoite de fabuleux contrats. Que, le 2 novembre, il ait organisé une rencontre entre le cheikh déchu et le dictateur tchadien Déby (pour allier les sous de l'un aux soudards de l'autre ?) fait désordre.

Mais l'ex-gendarme de l'Elysée est intouchable. L'un de ses proches menace : « *Qu'on le sache à Paris : on a une grenade qu'on est prêt à dégoupiller s'il le faut. Barril connaît toutes les commissions versées, tout l'argent sale qui a circulé entre la France et le Qatar. Ça peut éclabousser beaucoup de monde* ». (*Libération*, 29/01/1996). Et s'il n'y avait que le Qatar...

Valeurs

Comment oublier la bouleversante déclaration du ministre de Charette devant l'Assemblée nationale (12/11/1995) ? « *Dans notre politique étrangère, les droits de l'homme jouent un rôle très important. [...] Le temps de la Realpolitik est fini ; il faut que notre pays se fasse l'interprète des valeurs qui lui viennent de son histoire dans ses rapports avec tous les pays du monde, grands ou modestes, puissants ou faibles. Nous le ferons en toutes circonstances, avec la plus grande clarté* ».

C'est sans doute au nom de ces valeurs que la France a refusé l'asile politique à la femme médecin chinoise Zhang Shuyun, qui avait révélé l'élimination par la faim, à Shanghai et sans doute ailleurs, des orphelins « surnuméraires ». La perfide Albion a accordé cet asile.

Le refus était, bien sûr, sans rapport avec la visite que le ministre Hervé I s'apprêtait à conduire en Chine (07/02/1996), emmenant une cohorte de patrons français. En la « circonstance », on n'a guère parlé à ce « grand pays » de ses crimes contre l'humanité au Tibet, et autres peccadilles. Le Quai d'Orsay nous avait prévenus : sur la question des droits de l'homme, Paris (qui se prépare à accueillir mi-avril le sinistre Li Peng) n'adoptera pas une position pugnace ; par souci d'efficacité, on préférera « la discrétion » (*Le Monde*, 08/02/1996). Pousser celle-ci jusqu'à l'évanescence sied fort bien à Hervé I. Moins à nos « valeurs ».

13 janvier

13 janvier 1963. Putsch à Lomé. Etienne Eyadema, sergent de l'armée française fraîchement débarqué des guerres d'Indochine et d'Algérie, assassine l'un des plus grands leaders africains, le président togolais Sylvanus Olympio. Selon son collègue Adéwi, il aurait, en récompense, reçu 6 000 FF du commandant de gendarmerie Maïtrier. Cet « assistant technique » français, « conseiller » militaire d'Olympio, était l'âme du complot, avec l'ambassadeur Louis Mazoyer (*Black*, 05-06/85). Le trop indépendant Olympio minait la « Communauté » foccartienne et la zone Franc - que, semble-t-il, il allait quitter.

13 janvier 1967. Par un nouveau coup d'Etat, l'officier Eyadema - qui, de fait, régentait déjà le pays - installe au Togo un interminable protectorat français. Le putschiste fait du 13 janvier une fête autoglorificatrice - vécue comme une insulte par de nombreux Togolais.

13 janvier 1996. Arrivé la veille au Togo, l'ex-ministre de la Coopération Bernard Debré (que son papa Michel avait initié aux festivités eyadémesques) est associé tel un chef d'Etat (!) aux cérémonies anniversaires : longue parade en limousine découverte aux côtés du PDG (président-dictateur-général du Togo et de ses phosphates réunis), élévation à la « dignité » de grand-officier de l'ordre du Mono, etc. (*Togo-Presse* et *Le Combat du peuple* du 22/01/1996, *La Tribune des démocrates*, 23/01/1996). La dignité, ou le comble du mépris ?

Demain la France

Sans fanfare, l'étoile montante du RPR Philippe Séguin réactive son alliance avec le philanthrope Charles Pasqua, sous le label : « *Demain la France* ».

Leurs attaches au Maghreb et au sud du Sahara n'excluent pas d'autres programmes (« *Demain le fric* », « *Demain la Françafrique* ») auxquels l'Afrique pourrait ne pas souscrire des deux mains...

Bons points

- Dans une résolution adoptée à l'unanimité (29/01/1996), le Conseil de sécurité invite au démantèlement des stations de radio qui incitent à la haine et aux violences au Burundi. (Il serait très simple, pour la France, de donner sens à son vote : fournir des moyens de brouillage...).

- A Sarajevo, un hélicoptère français a participé à l'extradition (vers La Haye) de deux officiers bosno-serbes suspectés de crimes contre l'humanité. C'est mieux que le transport gracieux, au Kivu, de responsables du génocide rwandais...

- La France a versé sa contribution au fonctionnement du Tribunal pénal international pour le Rwanda, pour 1995 et le premier trimestre 1996.

- Le Secrétaire d'Etat Xavier Emmanuelli est venu en Angola (18/01/1996) affirmer l'engagement français dans le combat contre les mines. Deux ONG, Handicap International et Douleurs sans frontières, sont très impliquées dans l'appareillage et le soin des victimes de ces engins, dont le pays est infesté (*La Croix*, 30/01/1996).

- 93 % des Français souhaitent que le niveau de l'aide publique au développement soit augmenté ou maintenu. Mais 81 % veulent qu'elle soit mieux utilisée (Baromètre 1995 du CCFD).

- Même à défaut d'une remise en cause de la « coopération militaire »¹, les seules restrictions budgétaires vont entraîner une forte réduction de la présence de troupes françaises en Afrique.

1. Voir sur cette question le *Rapport 1995* de l'Observatoire permanent de la Coopération française, Desclée de Brouwer, p 95-146.

Fausse note

La Knesset veut légaliser la torture (*Libération*, 11/02/1996). Pas ça, pas vous !

ILS ONT DIT

« J'ai le sentiment d'avoir accompli les devoirs de ma charge en donnant à la France, pour les décennies qui viennent, les moyens de son indépendance et de sa sécurité ». (**Jacques CHIRAC**, 29/01/1996, lors de l'annonce de la fin des essais nucléaires français).

[Comment peut-on « donner » à penser que la sécurité de la France, dans les prochaines décennies, sera garantie par la dissuasion nucléaire ? Trois jours plus tard, Jacques Chirac évoquait devant le Congrès US la « véritable bombe à retardement qui nous menace tous » : le sous-développement. Ne sait-il pas que le système français, dont il est depuis deux décennies l'un des piliers, usine consciencieusement cette bombe ? A Cotonou, JC a annoncé qu'il faisait don à la France, pour 7 ans, d'une politique africaine singeant les caricatures anti-colonialistes : c'est accumuler la foudre contre son propre pays...].

« L'accueil réservé l'été dernier au Président de la République pour son premier voyage en Afrique, la liesse renouvelée lors de sa récente visite à Cotonou, à l'occasion du sommet de la Francophonie, sont des témoignages éclatants de l'attachement de nos amis africains aux nouvelles tendances insufflées par Jacques Chirac et mises en œuvre par nos ministres Hervé de Charette, Jacques Godfrain et Margie Sudre, sous la direction d'Alain Juppé ». (**Thérèse AILLAUD**, député apparenté RPR, réponse du 11/01/1996 à la campagne menée par Agir ici sur la politique franco-africaine. Il s'agit d'une lettre-type, inspirée par le groupe RPR).

[On aurait cru que les gaullistes, au vu des actualités cinématographiques de 1944 - où des foules françaises acclament Pétain quelques mois avant la Libération -, auraient été vaccinés contre ce genre d'argument... Comment un groupe parlementaire ose-t-il faire envoyer une telle réponse aux citoyens avisés qui interrogent leurs députés ?].

« J'ai en horreur l'ingérence dans les affaires intérieures africaines ». (**Jacques GODFRAIN**, interview à *La Croix* du 30/01/1996, à propos de l'attitude de la France face au putsch nigérien).

[Une horreur à géométrie variable. Député, Jacques Godfrain présidait le groupe d'amitié France-Gabon lorsque la Françafrique assura l'élection frauduleuse d'Omar Bongo. Ministre, il déclara solennellement à Henri Konan Bédié, trois semaines avant une élection présidentielle ivoirienne soigneusement verrouillée : « La France sera à vos côtés, M. le président de la République, pour la longue période qui s'ouvre devant vous »... Sans parler des Comores, du Togo, etc.].

Yves MOUROUSI : « Vous avez toujours voulu, par formation universitaire peut-être, donner une image de sérieux du Cameroun parmi d'autres pays africains ; ce sérieux peut être payant à quelques années de distance ? »

Paul BIYA (Président du Cameroun) : « Oui, je crois, c'est payant ».

[On n'a pu résister au plaisir de rappeler cet échange de propos (in Cameroon Tribune du 22/07/1990), impayable mais très rémunérateur, vantant le « sérieux » mysticoïde et prédateur de Paul Biya. Cet entretien bénéficiait d'un « tiers-payant », via l'ADEFI - l'officine très huilée de relations publiques du réseau Mitterrand.

Figure de la gauche tiers-mondaine, Hervé Bourges accompagnait Yves Mourousi. Justifiant ses défraiements, il avait « observé une évolution très positive dans le comportement du président devant les médias, allant de pair avec une évolution de sa pensée et de la maîtrise de son action ». Bref, l'ami Biya a « des idées qui portent loin » (*Le Messager, Douala, 02/07/1992*). L'actuel président du Conseil supérieur de l'audiovisuel a si bien réussi sa reconversion flagorneuse auprès de J. Chirac qu'il ne cache plus son ambition de succéder, rue Monsieur, au ministre Godfrain. Biya-Mitterrand-Chirac, même combat ?].

« [Les présidents des pays du Conseil de l'Entente (Côte d'Ivoire, Bénin, Togo et Burkina)] se mettent en rapport [avec la junte nigérienne] pour l'aider à la recherche des voies pour maintenir la démocratie ». (**Gnagnimine BITOKOTIPOU**, ministre de la Défense togolais, à la tête d'une délégation du Conseil de l'Entente venue remettre un message au chef des putschistes nigériens. *L'Humanité*, 30/01/1996). [Propos d'expert. Le général Eyadema, patron du ministre togolais, excelle dans l'art de « maintenir la démocratie » sous la dictature].

« Cette nuit-là [21/10/1993, début du putsch qui allait conduire à l'assassinat du président burundais Ndadaye], on est venu me chercher au garage, car un véhicule du 11^e bataillon blindé, qui se dirigeait vers le palais présidentiel, était en panne. J'ai donné la clef du garage, et j'ai identifié les paras et [...] les officiers supérieurs qui participaient à l'opération. Je peux vous dire que le haut commandement de l'armée est impliqué. [...]

Les inculpés détenus au Burundi n'ont pas été réellement interrogés. Les suspects se trouvant au Zaïre n'ont pas été extradés, ni ceux en Ouganda. Je crois qu'en réalité nul ne veut réellement connaître la réalité, et les témoins gênants qui, la nuit du crime, ont vu trop de choses, risquent d'être éliminés ». (**Jean NGOMIRAKIZA**, officier mécanicien, l'un des 8 militaires emprisonnés au Burundi pour leur participation au putsch. *Le Soir*, 9/02/1996).

[Trois de ces militaires venaient d'être abattus lors d'une pseudo-évasion. Ces événements d'octobre 1993 (assassinat du Président hutu récemment élu, début immédiat d'un génocide de Tutsis, sanglantes représailles et répression par l'armée majoritairement tutsie) eurent une portée considérable. Pour le Burundi, il serait essentiel de savoir qui a fait et décidé quoi. Cependant, comme pour l'attentat contre l'avion du général Habyarimana, l'enquête piétine et les témoins disparaissent... Et l'on reparle du rôle des comptoirs d'or dans le financement des factions extrémistes (*Le Soir*, 10/02/1996)].

« La crise burundaise est un conflit conduit par l'élite, un petit groupe de privilégiés au sein duquel une lutte acharnée se développe pour s'accaparer du pouvoir en excluant les autres. L'ethnie est exploitée pour assurer son ascension sociale et politique ». (Rapport de la **Commission technique chargée de préparer le débat national sur les problèmes fondamentaux du pays**, Bujumbura, 26/12/1995).

« N'oublions pas que notre droit fiscal admet qu'un entrepreneur déduise de ses impôts les "commissions", c'est-à-dire les pots-de-vin, qu'il a dû verser pour obtenir un contrat avec l'étranger. Il serait paradoxal que cette pratique - quoi qu'on en pense sur le plan moral - entraînant des poursuites pénales [...]. La mise en cause insuffisamment réfléchie de dirigeants politiques ou économiques de notre pays [risque de faire le lit de l'extrémisme politique] ». (**Jean-François BURGELIN**, procureur général, in *Le Figaro*, 08/02/1996).

[La déduction des pots-de-vin n'est pas un droit, mais une tolérance de Bercy, qui se comporte en l'espèce comme une maison de passe. Agir ici et Survie ont suffisamment dénoncé les méfaits de ce passe-droit.

Laisser aux entreprises françaises le droit de corrompre de hauts responsables à l'étranger et d'y ruiner le bien public, c'est pousser les firmes étrangères à acheter la passivité des procureurs français. Qu'est-ce qui fait le lit de l'extrémisme politique : s'opposer à l'usage privatif de l'argent public et à la corruption du service public - irremplaçables instruments de la solidarité -, ou inviter les magistrats à se coucher ?

Dans un autre domaine - pas si éloigné -, c'est le ministre de la Justice en personne qui les adjure de se reposer. Tandis que l'Elysée et le réseau Pasqua négocient l'arrivée aux affaires, en Corse, d'une mafia fasciste, Jacques Toubon est allé exhorter la magistrature locale de « ne rien faire qui puisse compromettre » ce « moment crucial » (*Libération*, 10/02/1996). C'est-à-dire de laisser triompher les commandos mafieux].

[La préfecture de police de Paris voulait expulser de force une femme ivoirienne et son bébé français, Sandy. La maman s'est rebellée au pied de l'avion, et le papa a porté l'affaire en justice. Pour le représentant du Parquet, il ne s'est] « rien passé que de normal. [...] [S'il y avait eu arrestation arbitraire,] l'enfant aurait crié et ça se serait entendu ». (**François REYGRABELLET**, au procès de deux agents préfectoraux. *Le Monde*, 11/02/1996). [Un magistrat tout-bon, dont l'« entendement » a été placé sous scellés. On peut écrire à son patron, le Garde des Sceaux.]

Libération, En Afrique sur la piste de l'argent sale, 03/02/1996 (Antoine GLASER et Stephen SMITH) : « Dans pratiquement toutes les affaires de fausses factures et de corruption en France, des pistes mènent en Afrique, lieu d'intermédiation financière ou de blanchiment des capitaux. [...]

A la veille du premier tour de la présidentielle de 1981, un Président d'Afrique centrale a fait déposer à l'hôtel de la rue des Beaux-Arts, à Paris, trois "valises" africaines au contenu identique pour les candidats les mieux placés. [...]

Michel Pacary, cet intermédiaire [dans le refinancement de la dette] des collectivités locales qui [...] a reconnu avoir contribué au financement occulte du RPR, du PR et de personnalités PS, [...] a obtenu, en mai 1992, un "mandat exclusif" pour le montage d'opérations financières gagées sur le pétrole congolais. Une technique d'endettement qui, depuis, a été perfectionnée au point de "pré-vendre" l'or noir en terre jusqu'à son hypothétique extraction au XXI^e siècle. [...] Il a monté l'opération Congo Renaissance, réceptacle de projets de développement et d'opérations humanitaires. [...]

Au Cameroun, les recettes pétrolières ont longtemps été gérées "hors budget" sur des comptes spéciaux à New York et à Paris. Officiellement, il s'agissait de "réserves" pour les temps difficiles, qui depuis sont arrivés [...]. Mais les Camerounais n'ont rien vu venir des "réserves", épuisées par leurs gouvernants et leurs "amis" étrangers. Ainsi, la société française de négoce Sucres et Denrées (Sucden) a-t-elle eu droit à "l'enlèvement" hebdomadaire d'un pétrolier, à la destination inconnue. La pratique n'avait rien d'exceptionnel [...].

Si Michel Pacary a été l'artisan de la combine franco-africaine, André Kamel [PDG de Dumez-International, filiale de la Lyonnaise des Eaux du RPR Jérôme Monod] en était l'industriel [...], incontournable pour tous les contrats - et commissions - sur l'Afrique et le Moyen-Orient. [...] Il est poursuivi pour avoir fait transiter de "l'argent politique" sur les comptes des filiales africaines du groupe [Dumez]. On imagine mal des enquêteurs français dans les méandres des banques de Lagos où il n'y a pas d'archives. Lorsque de la documentation comptable s'accumule dans des sièges aussi sensibles que celui de la NNPC [pétrole nigérian], un incendie remet les compteurs à zéro. [...]

La Commission des Opérations de Bourse s'est intéressée aux "cadeaux" accordés au groupe Bidermann, aujourd'hui en guenilles, par la filiale financière d'Elf Gabon [cf. Billets n° 31]. L'affaire s'est envenimée par l'animosité personnelle que porte l'actuel PDG d'Elf Aquitaine, Philippe Jaffré, à son prédécesseur Loïk Le Floch-Prigent [...]. Au nom de son groupe, lésé d'une perte de plus de 800 millions dans l'affaire Bidermann, Philippe Jaffré a porté plainte contre X pour "abus de biens sociaux, abus de confiance, complicité...". Afin de limiter les dégâts, les plus hauts responsables de la République sont intervenus pour circonscrire la vendetta [...].

Car, au-delà de l'affaire Bidermann qui n'est qu'une "faveur" atypique [...], tout le dispositif financier de la compagnie pétrolière française en Afrique risque d'être mis sur la table. Et là, pour ne parler que de l'actuelle majorité, les réseaux balladuriens, chiraquiens et pasquaïens sur le continent seraient menacés par la tornade blanche ».

[Selon le bâtonnier Jean-Louis Denard (!), avocat d'André Kamel, la détention de ce dernier compromet « la politique africaine de la France » ! Elle est à ce point kamelisée ?].

Le Monde, Le gouvernement rwandais tente de mettre fin aux exactions de l'armée, 08/02/1996 (Frédéric FRITSCHER) : « Dans le maquis, meurtres et viols étaient punis de mort [...]. Les nouvelles forces gouvernementales, l'Armée patriotique rwandaise (APR), sont maintenant riches de quelque 50 000 hommes [...]. Le recrutement massif, nécessaire au maintien de l'ordre et à la protection des frontières, régulièrement violées par des extrémistes hutus [...], n'a pas toujours été heureux.

Les dernières recrues - dont les familles ont été massacrées par les milices hutues en 1994 - sont moins disciplinées que les "anciens". Les "écarts" de conduite, vols de voiture, cambriolages et agressions, sont d'autant plus fréquents que la solde tombe irrégulièrement [...]. Dans quatre prisons militaires, 1 036 soldats et 80 officiers attendent d'être jugés. [...]

Le général Paul Kagame a réaffirmé récemment que tout soldat qui tuerait un civil passerait devant le peloton d'exécution. [...] [II] est décidé à rétablir l'ordre dans son armée. Il veut aussi prouver que le gouvernement ne se laissera pas entraîner dans la spirale revancharde. Deux conditions nécessaires, à défaut d'être suffisantes, pour inspirer confiance [aux] réfugiés qui envisagent de rentrer et à la communauté internationale qui se fait prier pour honorer ses engagements ».

Le Monde, Ratko Mladic, le barbare, 09/02/1996 (Rémy OURDAN) : « Rares sont les officiers des forces de l'ONU en Bosnie qui ne se seront pas, un jour ou l'autre, laissé griser par sa cordialité bourrue et n'auront pas levé leur verre avec Ratko Mladic, souvent devant des caméras qu'il avait pris soin de convoquer ».

[Depuis 1992, l'ONU et ses officiers savent la monstruosité de Mladic. Et si la prévention des crimes contre l'humanité supposait d'apprendre à déjouer la fascination qu'exercent les criminels hors du commun ?].

Les Temps Modernes, Généalogie du génocide rwandais. Hutu et Tutsi : Gaulois et Francs, n° 582, 05/1995 (Dominique FRANCHE). [Billets s'excuse auprès de ses lecteurs de n'avoir pas repéré et signalé plus tôt cet article tout à fait essentiel. A lire absolument !].